

Vous êtes Charlie, vraiment ?

COMMENTAIRES DES AUTRES | Jérôme Segal

[entre crochets, mes explications ou commentaires pour un public francophone qui ne suivrait pas de près l'actualité autrichienne]

13 janvier 2015, 17h10 – Edition papier du 14 janvier 2015

Les collègues de *Charlie Hebdo* sont morts pour la liberté, l'égalité et la fraternité. Si l'on voulait défendre ces valeurs en Autriche, il faudrait commencer par abroger le concordat, la loi musulmane et la loi israélite ainsi que le paragraphe sur la religion du code pénal. [ce chapeau n'est pas de moi]

« Je suis Charlie ». C'est ce qu'on pouvait lire ces derniers jours dans le monde entier, mais que signifie « Charlie » ? Cela représente d'abord la liberté de la presse. Dans l'histoire européenne, il n'était encore jamais arrivé que sept journalistes, les plus importants d'un journal, soient assassinés. C'est ce qui explique en premier lieu la stupeur et l'importance de la mobilisation parisienne qui a réuni presque autant de chefs d'État que l'an dernier à l'enterrement de Mandela.

Mais c'est quoi *Charlie Hebdo* ? Un journal satirique, bien sûr, qui se moque avec brio des puissants, de tous les fascistes et des fanatiques religieux, mais aussi un journal culturel : chaque mercredi on y aborde les derniers films, les nouveaux livres ou les expositions. Contrairement à son pendant *Le Canard enchaîné*, Charlie défend une ligne politique : à gauche, antifasciste et fortement marquée par la défense de la laïcité, définie par la revendication d'égalité entre les croyants, les athées et les agnostiques.

Le rédacteur en chef de *Charlie Hebdo*, Gérard Biard, a insisté juste après l'attentat sur le fait que le journal allait continuer de défendre la laïcité et que la devise de la République, « Liberté, Égalité, Fraternité » pouvait s'en déduire.

Les mêmes droits ?

Dans ce contexte, que peut signifier « Je suis Charlie » pour l'Autriche ? « Les mêmes droits pour tous » signifierait la fin de lois d'exception comme la loi islamique, la loi israélite et bien sûr le concordat. Ceci est volontiers oublié. Le rédacteur en chef du *Kurier*, Helmut Brandstätter écrivait dans son éditorial du 8 janvier « Les tirs de Paris étaient une attaque



dirigée contre l'ordre de la société libre, tel qu'il a été construit dans de nombreuses parties du monde et le sera encore. Celui-ci est basé sur le respect de celles et ceux qui pensent différemment, sur la séparation de l'Église et de l'État et la liberté inconditionnelle d'expression. (...) Bien sûr, les immigrants de confession musulmane doivent savoir que s'ils veulent rester ici ils doivent accepter ce que nous avons acquis de haute lutte. Il s'agit notamment du principe général d'égalité et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes ainsi que la séparation de l'Église et l'État.

Cette séparation est-elle vraiment un acquis en Autriche ? N'y a-t-il pas des crucifix dans chaque classe d'école ? Pourquoi était-ce marqué en grosses lettres, dimanche dernier sur la Ballhausplatz, qu'il s'agissait d'un rassemblement de recueillement organisé par le gouvernement fédéral « et les représentants des communautés religieuses » ? « Je suis Charlie » signifie inexorablement, à moyen ou long terme, l'abrogation du paragraphe 188 du code pénal (contre le « dénigrement des doctrines religieuses »).

Comment est-ce possible que le gouvernement autrichien soit si proche de l'Arabie saoudite ? Qu'un palais du Ring [prestigieux boulevard circulaire à Vienne] et une ancienne ministre de la justice soient mis à la disposition du Centre du Roi Abdallah « pour le dialogue inter-religieux et interculturel » ? Cette dernière, nommée vice-secrétaire générale de ce centre, a pu sans la moindre conséquence, minimiser la gravité des décapitations au sabre (« ce n'est pas tous les vendredis qu'on décapite ») et lorsqu'un blogueur saoudien est condamné à 10 ans de prison et 1000 coups de fouet, simplement pour avoir défendu un point de vue libéral, personne ne s'exprime dans le gouvernement (voir le commentaire de Heiko Heinisch dans le *Standard* du 8 janvier 2015).

Bien sûr, la liberté d'opinion connaît des limites et c'est bien ainsi. Les innombrables procès que *Charlie Hebdo* a eu en France (et qu'il a presque tous gagnés), constituent de bons exemples. L'incitation à la haine et le racisme ne sont tolérés dans aucun pays occidental. Beaucoup de gens sont d'avis que *Charlie Hebdo* est allé trop loin parce que des personnages religieux ont été ridiculisés. Mais personne n'était contraint d'aller acheter ce journal pour blesser ses convictions religieuses ! Le but n'était pas du tout une provocation inutile et il s'agissait bien davantage de remettre en question des structures de pensées, voire de déclencher des discussions (par exemple sur la pédophilie dans l'Église catholique).

Le lobbysme religieux

Le droit de critiquer les religions est important car les religions ont souvent installé un système d'exercice du pouvoir et de lobbysme. Lorsque par exemple au printemps de l'an dernier je me suis exprimé de façon critique contre la circoncision rituelle (*Profil*, 5 mai 2014), un fonctionnaire de l'IKG [la représentation officielle de la communauté juive en Autriche] a eu un accès de colère et m'a menacé d'exclusion. Le 30 octobre, j'ai alors reçu un courriel du rabbinat selon lequel ils auraient remarqué « par hasard » que d'importants

documents manquaient dans mon dossier d'inscription. Cela montre peut-être combien les communautés religieuses sont devenues peureuses et évitent la discussion.

Mais il s'agit ici de bien plus que cela. La mobilisation en faveur de *Charlie Hebdo*, avec quatre millions de personnes en France, a rassuré les Français : les mythes de la nation existent bien. Plus encore qu'après la victoire de l'équipe « black-blanc-beur » lors de la coupe du monde de football en 1998, il s'agissait cette semaine de la définition d'un nouveau vivre ensemble, contre la terreur.

Le quotidien libéral de gauche *Libération* a mis à sa une lundi « Nous sommes un peuple ». Un peuple coloré, pas « le » peuple comme l'expriment les manifestants du mouvement Pegida. Bien des pays pourraient utiliser ces tristes événements pour réfléchir sur leur propre nation. Être Charlie c'est bien. L'Autriche n'a toutefois pas encore assez de Charlies.

Jérôme Segal, *Der Standard*, 14/01/2015

Jérôme Segal est chercheur à l'Institut Ludwig Boltzmann de recherche en histoire sociale. A Paris, il a écrit pour *Charlie Hebdo*.